

Web à l'Élysée le 19 Février 06

VIVE la France !

Objet : Plainte de qui profite du "système" en France.

Monsieur le Président du Conseil de l'Europe, :

Ayant résisté aux pièges de la franc-maçonnerie marseillaise d'essence israélite plus de 30 ans, nous avons découvert l'existence d'un "système" de compromissions de nos personnalités politiques, avec ramifications dans chacun des ministères de notre République.

Nous avons rédigé de nombreux courriers compromettant la totalité de nos Députés, ce qui nous a donné autant de preuves de l'existence en France d'un pouvoir parallèle théocratique de l'argent-dieu, gérant actuel de l'Iraq de manière peu démocratique.

Nos avocats eux-mêmes avouent être au service de ce "système" rejetant la valeur de respect de la personnalité humaine, et donc en totale contradiction avec les principes fondamentaux de ces droits de l'homme pilier-pivot de la constitution du droit Français.

Nous déposons donc une plainte contre les profiteurs de ce "système" érigé en un réseau, qui communique en hébreux défiant notre Culture Française, et qui par un jeu subtil de compromissions nous cache sa vocation anti-France et antidémocratique.

Tout a été réuni en une plainte déposée le 17 Juin 2005, avec des dossiers très embarrassants pour des politiques d'un très haut niveau, et notre plainte a été trouvée sans fondement malgré nos preuves évidentes par Monsieur BAUME procureur de la République.

Sont à votre disposition nos plus de 15 000 courriers avec reçus confondant leurs receveurs. Merci de défendre notre Culture Française de PAIX, et nous vous présentons l'expression du respect cher Monsieur le Président du Conseil de l'Europe.

Richard BADO, membre de l'équipe Archi en France.

Et bien-sûr tout cela pour que VIVE la France !

Copies :

1 Le TPI, où une plainte similaire a été déposée.

2 Les concernés du gouvernement, honteux

pour la France qui aurait bien pu l'éviter avec la réalisation du Projet Back-Card.

**Merci de votre message,
Celui-ci a bien été envoyé à la Présidence de la République.**

**Présidence de la République,
Le 19 fevrier 2006**